Rompre avec l'UE ou démocratiser les institutions de l'UE, il faut choisir !

Quelles leçons tirer de l'expérience du gouvernement Syriza en Grèce ? On pouvait espérer qu'un consensus émerge dans le parti pour affirmer qu'un gouvernement qui voudrait en finir avec l'austérité devrait exproprier les capitalistes et rompre avec l'UE capitaliste. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Pire, les camarades de la PC (ex P1) ne sont absolument pas gênés de signer des textes qui défendent explicitement des orientations non seulement différentes, mais opposées et contradictoires. Ainsi, la PC dit que « *il n'est pa s possible de lutter contre l'austérité sans rupture avec les institutions de l'UE* ». Très bien, bravo ! D'ailleurs, notre plateforme, la PA, dit la même chose sur ce point : « *S'attaquer au pouvoir de nos bourgeoisies nationales c'est rompre avec les institutions de l'Union* ». Pourtant, Christine Poupin et Olivier Besancenot ne sont absolument pas gênés de signer, avec des antilibéraux, un texte international intitulé *Un plan B pour l'Europe* qui nous dit qu'il faut se battre pour « *démocratiser radicalement les institutions européennes, en les mettant au service des citoyens* ».

Les camarades nous répondront qu'il faut savoir faire des compromis quand on est « unitaire » et pour le Front unique. Des compromis oui, mais pas endosser des positions politiques contradictoires avec celles qu'on est censé défendre. A moins de considérer qu'on peut écrire tout et son contraire, pour faire plaisir à ses interlocuteurs : pour la rupture avec l'UE quand on cause avec Unité populaire en Grèce, et puis pour une gentille réforme de l'UE quand on veut faire des textes avec Khalfa (dirigeant antilibéral multicartes qui passe son temps à polémiquer contre tous ceux qui veulent rompre avec l'UE). Mais on ne construit pas un parti fiable et solide, capable d'attirer vers nous les travailleurs/ses les plus exigeant-e-s, en étant aussi inconséquents.

Au sein de la PA, nous ne sommes pas d'accord sur tout sur la question européenne, mais nous sommes au moins d'accord pour refuser de nous placer sur le terrain de la réforme des institutions de l'UE. Il est important de garder quelques repères pour ne pas se fourvoyer sur un terrain qui n'est pas le notre. Et il faut en tirer toutes les conséquences. Rompre avec les institutions de l'UE, cela signifie concrètement pour un gouvernement des travailleurs/ses sortir de l'UE dans une logique anticapitaliste et internationaliste. Comme l'équipe d'animation du site Anti-K (site internet du Groupe de travail économique du NPA) l'explique, il faudra créer « *une nouvelle monnaie (inconvertible sur les marchés internationaux) contrôlée par les travailleurs/euses* » et « *établir un monopole du commerce extérieur pour permettre au nouveau système de production et d'échange de fonctionner à l'abri des lois du profit capitaliste* » (http://www.anti-k.org/2016/02/13/anti-k-appel-a-comprendre-la-crise-pour-engager-le-combat/).

Les travailleurs/ses ne croient plus aux bobards des réformistes sur l'Europe sociale ou la démocratisation de l'UE. Le FN prospère sur ce rejet légitime de l'UE et sur l'incapacité des principales forces du mouvement ouvrier à incarner ce rejet. Nous ne devons pas nous laisser intimider par les petits procureurs bien-pensants qui assimilent tous ceux qui veulent rompre avec l'UE à des rouges-bruns. Notre rupture avec l'UE n'a rien à voir avec celle du FN, ni même avec celle des réformistes anti-UE qui, dans une logique étapiste, veulent d'abord sortir de l'UE, puis aller vers le socialisme. Un gouvernement qui voudra rompre avec le capitalisme devra immédiatement rompre avec l'UE et sa monnaie. Aucune institution (et la monnaie en est une !) ne doit être partagée avec des gouvernements bourgeois. Il ne s'agit pas de construire le socialisme dans un seul pays, mais on ne construira pas le socialisme au sein d'une UE capitaliste. Et un gouvernement des travailleurs/ses qui rompra avec l'UE devra évidemment chercher à étendre la révolution à d'autres pays afin de construire de nouvelles coopérations.

Gaston Lefranc, le 22 février 2016